

OUI À LA NEUTRALITÉ

Pourquoi voter OUI, le 27 septembre prochain, à l'initiative pour la sauvegarde de la neutralité suisse ?

NO UE 
NO NATO
PER LA NEUTRALITÀ E
IL LAVORO

LA SITUATION EST GRAVE, MAIS NOUS AVONS UNE OCCASION HISTORIQUE.



Alberto Togni

**Président de
l'Association
No UE – No NATO**

La situation internationale est grave. Les conflits se multiplient et l'Europe s'est lancée dans une nouvelle course au réarmement qui promet une escalade supplémentaire. Dans ce contexte, la Suisse aussi change rapidement de position, comme le démontrent les nombreuses nouvelles collaborations avec l'Alliance atlantique et les structures de défense de l'UE engagées depuis 2022.

Ce qui paraît impensable aujourd'hui peut devenir réalité en quelques années. D'autres pays européens en témoignent, comme la Finlande, passés en peu de temps d'une longue tradition de neutralité à l'adhésion à l'OTAN. Aujourd'hui, ces États doivent faire face, en plus du réarmement et de la militarisation de leurs frontières, à la présence de bases militaires américaines sur leur territoire et à la perspective d'accueillir, à l'avenir, des armes nucléaires étrangères.

Hors d'Europe également, l'expérience récente des pays du Golfe montre bien que ces collaborations n'ont pas signifié une plus grande sécurité : au contraire, elles ont transformé ces pays en cibles militaires en raison de décisions politiques prises ailleurs.

Ces exemples confirment clairement qu'il n'existe pas de neutralités «flexibles» ou «coopératives», contrairement à ce qu'affirment Ignazio Cassis et le reste du gouvernement. Un pays ne peut pas être neutre seulement quand cela l'arrange et uniquement en temps de paix.

Ou la neutralité est appliquée de manière cohérente et intégrale, ou elle perd tout sens et toute crédibilité. L'initiative sur la neutralité permet non seulement d'arrêter cette dérive, mais va plus loin. Elle affirme des principes très simples et clairs : la Suisse ne doit pas adhérer à des alliances militaires, ne doit pas participer aux conflits entre États tiers et ne doit pas adopter de sanctions unilatérales qui la transforment en partie à une guerre. Au contraire, elle doit utiliser sa neutralité comme instrument de médiation et de paix.

Soutenir l'initiative signifie renforcer la souveraineté politique de notre pays dans un contexte toujours plus instable et dangereux. Cela signifie empêcher que les décisions de la Suisse soient subordonnées aux intérêts de l'OTAN, des États-Unis et de l'UE, en maintenant la liberté de choisir de manière autonome sa politique étrangère et celle de nos forces armées.

Cela signifie en outre refuser des sanctions qui n'ont d'autre effet que d'appauvrir travailleurs, retraités et familles, tant dans les pays qui les subissent que dans ceux qui les appliquent. Une Suisse neutre, hors des blocs opposés, peut au contraire poursuivre une plus grande diversification de ses relations économiques et commerciales, en réduisant les dépendances et en se protégeant des chantages et des caprices de Washington et de Bruxelles.

Une neutralité permanente et crédible permet enfin à la Suisse de dialoguer avec tous les acteurs et d'offrir ses bons offices, en servant de pont entre parties en conflit et blocs et en contribuant ainsi sérieusement à la détente internationale.

TEXT EN VOTATION

La **Constitution** fédérale est modifiée comme suit :

Art. 54a Neutralité suisse

1 La Suisse est neutre. Sa neutralité est perpétuelle et armée.

2 La Suisse n'adhère à aucune alliance militaire ou défensive. Est réservée la coopération avec une telle alliance en cas d'attaque militaire directe contre la Suisse ou en cas d'actes préparatoires à une telle attaque.

3 La Suisse ne participe pas aux conflits militaires entre États tiers et elle ne prend pas non plus de mesures coercitives non militaires contre un État belligérant. Sont réservées ses obligations envers l'Organisation des Nations Unies (ONU) et les mesures visant à éviter le contournement des mesures coercitives non militaires prises par d'autres États.

4 La Suisse fait usage de sa neutralité perpétuelle pour prévenir et résoudre les conflits, et elle met à disposition ses services en qualité de médiatrice.

UNE SUISSE NEUTRE POUR LA PAIX



La Suisse appartient indubitablement au monde occidental et il est indéniable que la neutralité a aussi été instrumentalisée par le passé à des fins économiques et géopolitiques, couvrant par exemple des collaborations avec le régime de l'apartheid en Afrique du Sud ou avec le sionisme.

Cependant, ceux qui critiquent la neutralité suisse parce qu'ils la considéreraient comme un masque pour mener des opérations peu transparentes ne tiennent pas compte du fait que ces pratiques auraient eu lieu même sans elle et qu'elles ne deviendraient certainement pas moins fréquentes si l'initiative était rejetée. Au contraire, l'élite politique se sentirait encore plus libre et légitimée à prendre parti en fonction d'intérêts économiques, de dogmes idéologiques et de diktats extérieurs. Les problèmes de la politique étrangère helvétique ne sont pas causés par la neutralité, mais plutôt par son non-respect.

En revanche, la reconnaissance de la neutralité suisse a concrètement contribué, au fil des décennies, à la détente internationale à plusieurs reprises : la guerre d'indépendance

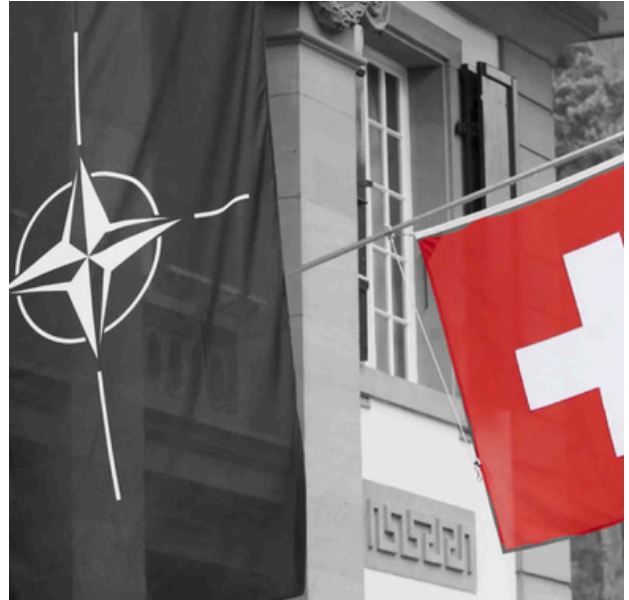
en Algérie (accords d'Évian), les accords d'Helsinki, le rôle de puissance protectrice des États-Unis en Iran et à Cuba jusqu'en 2015, ne sont que quelques exemples de la manière dont la neutralité suisse, lorsqu'elle est reconnue par les autres acteurs, a pu contribuer à la résolution des conflits armés et à la détente internationale.

Dénoncer des épisodes où certains secteurs des groupes dirigeants en Suisse, et non les couches populaires, ont exploité la neutralité ne signifie pas que cette dernière soit un concept à abandonner. Au contraire, il nous incombe d'en exiger une application rigoureuse. Ce n'est qu'ainsi que la Suisse pourra se tailler à nouveau un rôle de médiateur crédible et contribuer ainsi à la paix. L'alternative est d'être condamnée, dans les conflits futurs, à ne proposer qu'un simulacre de neutralité, comme ce fut le cas avec la conférence de paix factice au Bürgenstock, tandis que les véritables négociations pour résoudre les différends se dérouleront ailleurs.

NEUTRALITÉ OU OTAN?

Ce n'est un secret pour personne que, depuis des décennies, certains secteurs de la classe dirigeante suisse œuvrent à rapprocher la Suisse de l'OTAN. La guerre en Ukraine leur a fourni l'occasion parfaite de relancer cet agenda avec une nouvelle intensité. En peu de temps, de multiples canaux de collaboration avec l'OTAN et avec la défense de l'Union européenne ont été ouverts : de l'adhésion à l'initiative SkyShield - le bouclier antimissile européen - à la nouvelle ordonnance qui facilite le transit de troupes de l'OTAN sur le territoire suisse ; de la participation au Hub for European Defence Innovation de l'Agence européenne de défense, jusqu'aux exercices de l'OTAN dans le domaine cybernétique et à la volonté d'entrer dans le mécanisme européen de réarmement « SAFE ».

Parallèlement, une campagne médiatique massive s'est développée. Des médias atlantistes et divers think tanks suisses poussent ouvertement à remettre en question la neutralité et à renforcer l'intégration à l'OTAN. Le point culminant a été atteint avec l'étude commandée par le Conseil fédéral à un groupe de prétendus experts, qui propose 100 recommandations : de l'assouplissement des exportations d'armes vers les pays de l'OTAN jusqu'à, explicitement, l'adhésion formelle à l'Alliance. Le tableau est désormais clair : le Conseil fédéral a déjà tracé la route. Si la neutralité n'est pas défendue, d'ici quelques années, la Suisse sera de fait dans l'OTAN. Cela signifie entrer dans une alliance militaire qui intervient bien au-delà de ses frontières, non pour la défense ou pour « exporter la démocratie » mais pour protéger les intérêts politiques et économiques de l'Occident, en



particulier des États-Unis. Cela signifie se ranger dans un bloc militaire précis dans un contexte de crise internationale comme celui d'aujourd'hui, en devenant partie prenante aux conflits, et donc aussi des cibles potentielles.

Une intégration militaire à l'OTAN, faite pour renforcer la sécurité de la Suisse, obtiendrait des résultats diamétralement opposés. Les pays du golfe Persique alliés des États-Unis et d'Israël l'ont récemment compris, eux qui ont subi dans leur chair les principales conséquences de décisions prises ailleurs.

Cela signifie en outre perdre la souveraineté sur nos forces armées, sur la politique étrangère et sur la politique de défense. Tout serait progressivement subordonné aux stratégies de l'OTAN, y compris les plans de réarmement et la participation à des opérations militaires à l'étranger. Une éventualité déjà évoquée, entre autres, par l'ancien chef de l'armée Thomas Süssli.

Défendre la neutralité n'est donc pas de l'idéalisme, mais un choix concret. Cela signifie préserver l'autonomie du pays, éviter l'intégration dans une alliance militaire et empêcher que nos conscrits soient envoyés combattre - et mourir - dans des guerres qui ne sont pas les nôtres.

NON AUX SANCTIONS DES INSTRUMENTS DE GUERRE (INUTILES)

Les sanctions économiques unilatérales des États-Unis et de l'UE sont des instruments politiques de guerre. Elles sont utilisées par l'Occident pour défendre et projeter sa domination, et elles produisent exactement l'effet qu'elles prétendent vouloir éviter : la mort et la misère.

Elles ne peuvent pas être adoptées par un pays qui se dit neutre et qui prétend être un médiateur crédible dans les processus de paix. Les médias et les groupes politiques continuent de les présenter comme des mesures « chirurgicales », qui visent avec précision des individus ou des gouvernements précis. La réalité est autre.

Ce sont les populations civiles qui en paient le prix. Cela est confirmé aussi par une recherche publiée dans *The Lancet*, qui analyse l'impact des sanctions à grande échelle : entre 1970 et 2021, celles-ci auraient contribué à provoquer plus de 38 millions de morts. Plus de la moitié sont des enfants de moins de cinq ans ; viennent ensuite les personnes âgées. Mais les sanctions ne frappent pas seulement les pays visés. Elles se retournent aussi contre ceux qui

les imposent. Les mesures adoptées par l'Union européenne contre la Russie ont contribué à la hausse de l'inflation et à l'aggravation de la crise économique sur tout le continent.

En Allemagne, de 2022 à aujourd'hui, on estime entre 200 000 et 300 000 emplois perdus dans le seul secteur industriel. Au cours de la même période, l'UE a dû supporter des coûts supplémentaires proches de mille milliards de dollars pour les importations énergétiques.

Les sanctions ne sont ni un geste de solidarité ni un instrument efficace. Elles ne fonctionnent pas : elles frappent précisément les personnes que l'on prétend vouloir protéger, aggravent les crises humanitaires et finissent par nuire également aux sociétés qui les appliquent.

Elles sont, nous le réaffirmons, à tous les effets des instruments de guerre. Et un État qui veut se dire neutre ne peut pas les adopter sans perdre sa crédibilité et se transformer, à son tour, en acteur hostile.



NEUTRALITÉ CONTRE LA MENTALITÉ DE GUERRE



La guerre, en plus de tuer, détruit la société : elle démantèle les droits démocratiques, les droits syndicaux et les libertés personnelles. Elle démolit en outre les efforts en faveur de l'écologie et de la protection de l'environnement.

Alors qu'on pousse ouvertement au rapprochement avec l'OTAN, les milieux atlantistes et le Conseil fédéral parlent de plus en plus ouvertement de contrôle de l'information, de censure préventive, de renforcement du contre-espionnage. Quiconque ne suit pas la narration officielle est accusé d'être ni plus ni moins qu'un agent étranger ; il suffit de penser que la même i-

nitiative pour la neutralité a été liquidée comme « initiative Pro-Poutine ».

En même temps, le gouvernement insiste sur la nécessité de renforcer « la volonté des citoyens de se défendre contre les agressions » et d'« améliorer la résilience de la société ». Le Conseil fédéral, en adoptant un langage d'une économie et d'une mentalité de guerre, nous entraîne dans la rhétorique du conflit inévitable qui imprègne tout le continent européen, et cela entraînera une érosion progressive de nos libertés.

C'est ridicule. D'abord on s'éloigne de la neutralité, puis on demande à la population de se préparer à la guerre au

nom de menaces jamais prouvées et que, à la limite, nous avons nous-mêmes créées en choisissant de nous ranger du côté de l'OTAN et de l'UE.

Ne nous laissons pas entraîner dans une dérive belliciste dangereuse et qui ne nous appartient pas. Ne nous laissons pas impliquer dans les conflits des autres. Ne démantelons pas nos protections sociales, syndicales et démocratiques. Oui à la neutralité.



UNE **SUISSE** SOVERAINE DANS UN MONDE MULTIPOLAIRE

La neutralité signifie refuser la logique des blocs opposés de la nouvelle guerre froide (qui risque de devenir chaude chaque jour qui passe) et pouvoir ainsi décider en toute autonomie de sa politique intérieure et extérieure.

L'horizon auquel nous aspirons, en ce moment historique marqué par le passage d'un monde unipolaire à un monde multipolaire, est celui d'une Suisse non alignée, capable de dialoguer avec tous et donc de servir de pont entre un Occident en déclin et le reste du monde. Cela signifie aussi pouvoir diversifier davantage ses partenaires commerciaux, ce qui assure un plus grand niveau d'autonomie et la capacité d'affronter les secousses internationales. Que ce soit avec l'imposition par Bruxelles des Bilatérales III ou avec celle des droits de douane voulus par Donald Trump, il est devenu évident à quel point une Suisse totalement dépendante de l'Occident sur le plan économique est vulnérable.

Pour que cela soit possible, notre pays doit toutefois maintenir sa crédibilité diplomatique aux yeux du monde et son indépendance politique. Maintenir la neutralité est essentiel aussi pour cela.

Participez :
www.noue-nonato.ch

QUE PEUX-TU FAIRE POUR NOUS AIDER ?

Il est important d'informer dès maintenant sur les risques auxquels notre pays serait confronté dans les prochaines années si cette initiative était rejetée, ainsi que sur l'importante opportunité d'inscrire la neutralité et d'autres principes fondamentaux dans la Constitution.

Tu peux nous apporter une aide concrète par de petits gestes qui font la différence :

- Partage cette brochure avec ta famille, tes amis et tes connaissances par e-mail, message ou sur les réseaux sociaux ;
- diffuse aussi les autres contenus de notre association, disponibles sur le site et sur nos canaux officiels ;
- invite les personnes proches de toi à suivre les canaux de notre association.

Ensemble, nous pouvons faire la différence et contribuer à défendre une Suisse neutre et indépendante.

NO UE 
NO NATO
**PER LA NEUTRALITÀ E
IL LAVORO**